



HAUT-COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME • OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS
PALAIS DES NATIONS • 1211 GENEVA 10, SWITZERLAND
www.ohchr.org • FAX: +41 22 917 9008 • E-MAIL: hrcspecialprocedures@ohchr.org

Objet : Appel à candidatures pour le poste vacant du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine, membre des États d'Europe occidentale et autres États

Le Secrétariat du Conseil des droits de l'homme présente ses compliments à toutes les Missions permanentes auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, les organisations internationales ou leurs bureaux, les institutions nationales, les organisations non gouvernementales et aux autres organes des droits de l'homme et a l'honneur de les informer que le poste du **Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine, membre des États d'Europe occidentale et autres États** (résolution 36/23 du CDH), est vacant suite à la démission du mandataire actuel le 30 juillet 2018. Cette nomination additionnelle sera faite par le Conseil des droits de l'homme à une date précisée ultérieurement.

Les candidatures individuelles, comprenant une lettre de motivation, devront être soumises et reçues au plus tard **le 29 août 2018 (midi temps moyen de Greenwich / TMG)** via la procédure de candidature en ligne, comprenant (1) un questionnaire à remplir sur internet et (2) un formulaire au format Word à télécharger. Des informations supplémentaires concernant la sélection et la nomination des titulaires de mandat au titre d'une procédure spéciale et la procédure pour présenter une candidature en ligne sont disponibles au lien électronique suivant :

<http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/SP/Pages/Nominations.aspx>

En cas de problèmes techniques, le Secrétariat peut être contacté par courrier électronique à hrcspecialprocedures@ohchr.org ou par fax à + 41 22 917 9008.

Le Secrétariat du Conseil des droits de l'homme saisit cette occasion pour présenter à toutes les Missions permanentes auprès des Nations Unies à Genève, les organisations internationales ou leurs bureaux, les institutions nationales des droits de l'homme, les organisations non gouvernementales, et aux autres organes des droits de l'homme l'assurance de sa plus haute considération.

Le 31 juillet 2018